

N° 33

Année parlementaire 2023-2024

Du mardi 1er octobre 2023 au lundi 30 septembre 2024

INDICATEURS GÉNÉRAUX

Activité	2023-2024
	2074 h
Séance	653 h
Commissions et missions communes*	1218 h
Office et Délégations*	203 h
[^] Séances plénières	

Moyenne	du 22 juil
hebdomadaire	au 30 sept
65 h	31 h
20 h	-
38 h	28 h
6 h	3 h

Jours de séance

96

** Plafond mentionné à l'article 28, alinéa 2, de la Constitution

Amendements	2023-2024
Déposés	12 776
Séance	9 783
Commissions	2 993

du 22 juil
au 30 sept
-
-

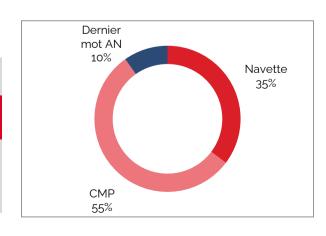
120^{**}

	2023-2024
Adoptés	2 987
Séance	1 843
Commissions	1 144
201111113310113	

Taux			
d'adoption *			
25 %			
19 %			
38 %			

st Nombre d'amendements adoptés sur nombre d'amendements déposés

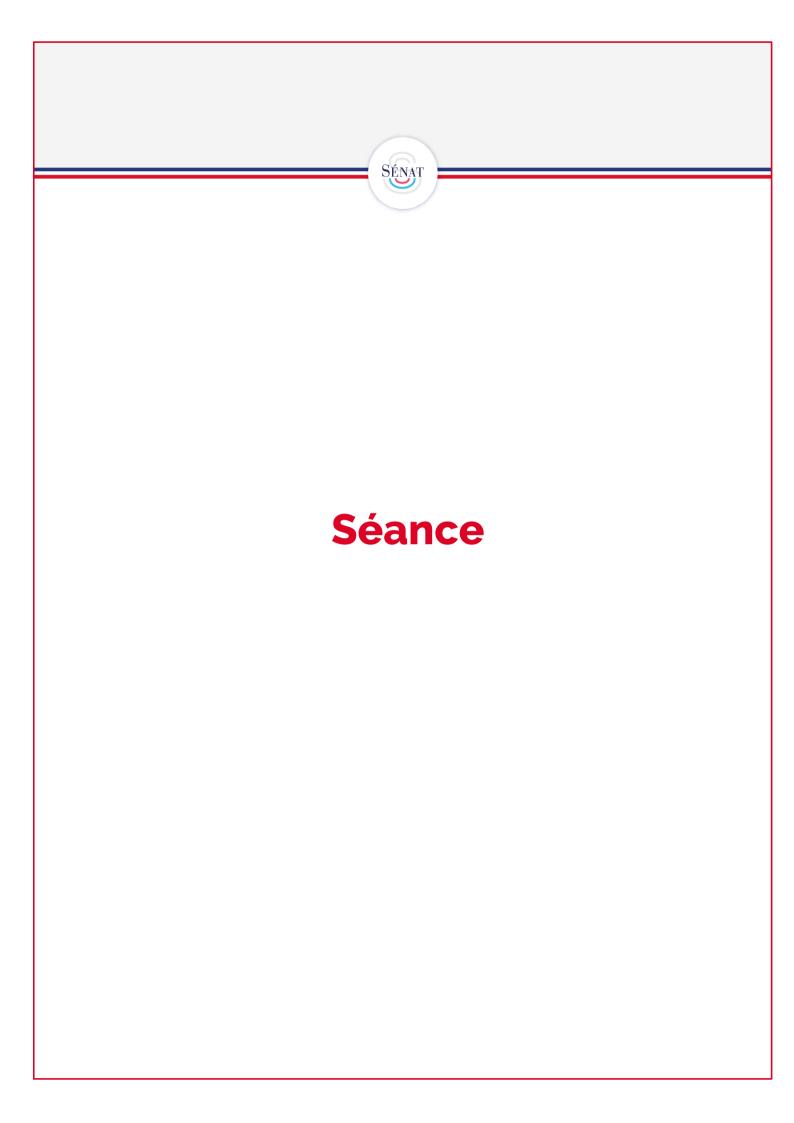
Adoptions définitives***	2023-2024
	51
Navette	18
Commission mixte paritaire	28
Dernier mot AN	5



Hors conventions

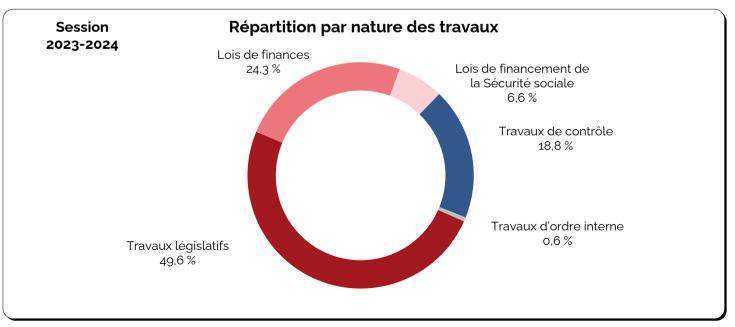
TABLE DES MATIÈRES

Sé	ance
	Activité générale en séance
	Activité législative
	Textes définitivement adoptés
	Modalités d'adoption des textes
	Statistiques relatives aux amendements en séance
	Statistiques relatives aux scrutins publics
	Espaces réservés
	Textes déposés et examinés
	Débats, questions et contrôle de l'activité du Gouvernement
	Débats
	Questions
	Résolutions
Lé	gislation et contrôle
	Indicateurs généraux
	Commissions permanentes, structures internes et temporaires
	Durée des réunions
	Durée des auditions
	Commissions permanentes et commission des aff.Européennes
	Réunions plénières et auditions
	Structures internes des commissions
	Réunions et auditions
	Structures temporaires
	Réunions et auditions
	Commissions mixtes paritaires
	Nombre et conclusions
	Déplacements
	Nombre par zone géographique
	Amendements en commission
	Déposés et adoptés
Init	iative parlementaire et délégations
	Indicateurs généraux
	Durées et nature des travaux
	Activité en séance plénière
	Durées et auditions
	Activité des rapporteurs
	Auditions et actions de suivi
	Activité événementielle
	Durée et auditions
	Participation
	Déplacements
	Par zone géographique
	Par délégation et office
	Initiative parlementaire
	Auditions
	, 66,66,73
1 n	neves



I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE EN SÉANCE

		Année parl.	Année parl.
	du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023
	au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au
		au 30 sept 2024	30 sept 2023
Semaines de séance	-	32	36
Jours de séance	-	96	115
Heures de séance,			
dont :	-	652 h 49	848 h 00
Travaux législatifs	-	324 h 01	367 h 29
Lois de finances	-	158 h 45	153 h 33
Lois de financement de la Sécurité sociale	-	43 h 06	139 h 18
Travaux de contrôle	-	123 h 03	187 h 07
Travaux d'ordre interne	-	3 h 52	0 h 31
Durée moyenne d'un jour de séance		6 h 48	7 h 22
Heures de séance du soir et nuit	-	162 h 56	210 h 25
dont heures de séance de nuit	-	34 h 06	54 h 30
Proportion d'heures soir et nuit		25 %	25 %
Semaines gouvernementales	-	246 h 53	292 h 59
Semaines PLF/PLFSS	-	202 h 15	188 h 36
Semaines sénatoriales de contrôle	-	I 20 h 28	166 h 29
Semaines sénatoriales d'initiative	-	82 h 13	155 h 33
Semaines "autres" *	-	0 h 57	-
Semaines session extraordinaire	-	-	44 h 22



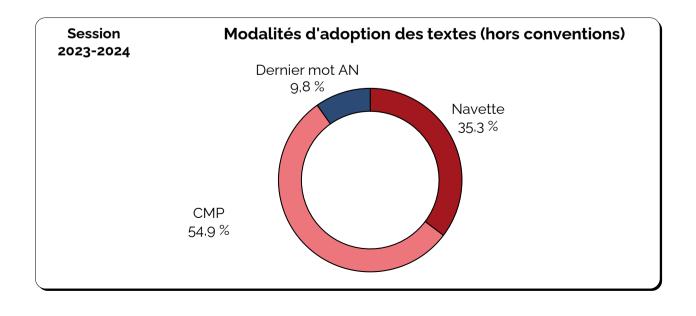
II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE

A) Textes définitivement adoptés

·		Année parl.	Année parl.
	du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023
	au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au
		au 30 sept 2024	30 sept 2023
Textes de loi définitivement adoptés,	-	63	67
dont :			
Projets de loi	-	21	15
Conventions	-	12	23
Propositions de loi Sénat	-	12	12
Propositions de loi Assemblée nationale	-	18	17

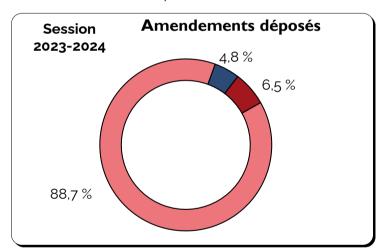
B) Modalités d'adoption des textes

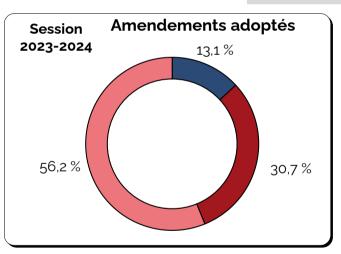
		Annee pari.	Année parl.
	du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023
	au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au
		au 30 sept 2024	30 sept 2023
Par la navette, dont :	-	30	41
Textes adoptés définitivement à l'Assemblée nationale	-	9	11
Texte adoptés définitivement au Sénat	-	8	7
Congrès du Parlement	-	1	-
Conventions	-	12	23
Textes d'une commission mixte paritaire	-	28	23
Dernier mot de l'Assemblée nationale	-	5	3
Dont dernier mot sur des conventions	-	-	-



C) Statistiques relatives aux amendements en séance

		Année parl.	Année parl.	
	du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023	
	au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au	
		au 30 sept 2024	30 sept 2023	
Amendements déposés au cours de la semaine,	-	9783	18561	
par le Gouvernement	-	468	484	
par les Commissions	-	635	638	
par les Groupes	-	8680	17439	
dont motions de procédure	-	23	38	
Amendements adoptés parmi les amendements	-	1843	2083	
examinés au cours de la semaine,				
origine Gouvernement	-	242	247	
origine Commissions	-	566	565	
origine Groupes	-	1035	1271	
dont motions de procédure	-	4	11	





■ origine Gouvernement ■ origine Commissions ■ origine Groupes
--

24,8%	Taux d'adoption des amendements *
60,3%	origine Gouvernement
91,1%	origine Commissions
16,1%	origine Groupes

 $^{^{*}}$ Nombre d'amendements adoptés sur nombre d'amendements examinés

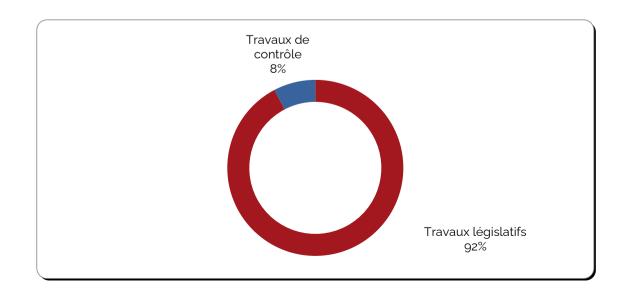
D) Statistiques relatives aux scrutins publics

		Année parl.	Année parl.
	du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023
	au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au
		au 30 sept 2024	30 sept 2023
Nombre de scrutins publics,	-	215	333
de droit	-	21	27
dont à la tribune	-	1	1
Scrutins publics demandés*,		194	306
dont :	-	194	300
par le Gouvernement	-	-	-
par les Commissions	-	44	28
par les Groupes	-	146	280
par la Conférence des Présidents	-	6	6
Scrutins publics solennels:	-	9	9

^{*} Un scrutin public peut être demandé par plusieurs auteurs

E) Espaces réservés

		Année parl.	Année parl.
	du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023
	au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au
		au 30 sept 2024	30 sept 2023
Heures de débat,	_	59 h 27	68 h 01
dont :	_	331127	001101
Travaux législatifs	-	54 h 52	65 h 27
Travaux de contrôle	-	4 h 34	2 h 33
Travaux d'ordre interne	-	-	-

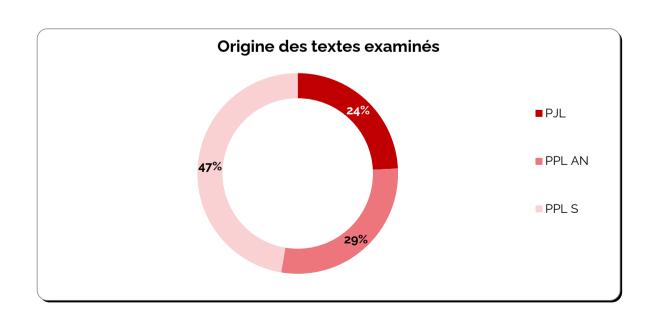


F) Textes déposés et examinés

	Année parl.	Année parl.
du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023
au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au
	au 30 sept 2024	30 sept 2023
-	60	53

Textes examinés en procédure accélérée

		Année parl.	Année parl.
	du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023
	au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au
		au 30 sept 2024	30 sept 2023
Projets de loi (hors conventions) déposés en premier lieu		11 sur 30	20 sur 48
au Sénat	-	(36,7%)	(41,7%)
Projets de loi (hors conventions) examinés :	-	23	24
Propositions de loi sénatoriales			
déposées	24	203	265
examinées	-	45	52
Propositions de loi de l'Assemblée nationale			
examinées :	-	27	22
exammlees.			
Matian william aliva			
Motion référendaire :	-	-	-



III. DÉBATS, QUESTIONS ET CONTRÔLE EN SÉANCE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

A) Débats

	du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	-	4	4
Débats relatifs au Conseil européen	-	3	3
Intervention des forces armées à l'étranger			
débat d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-
demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'initiative sénatoriale	-	24	41
Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	-	1	1

B) Questions

stions			
		Année parl.	Année parl.
	du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023
	au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au
		au 30 sept 2024	30 sept 2023
Questions d'actualité au Gouvernement			
nombre de séances	-	25	34
nombre de questions posées	-	404	548
moyenne des ministres présents	-	21	26
nombre de présences du Premier ministre	-	23	34
Questions orales			
publiées	11	583	636
discutées	-	436	588
Questions écrites			
publiées	179	4 150	5 503
réponses publiées*	-	2 256	5 678

^{*}quelle que soit la date de la question

		Année parl.	Année parl.
	du 22 juil	2023 - 2024	2022 - 2023
	au 30 sept 2024	du 1er oct 2023	du 1er oct 2022 au
		au 30 sept 2024	30 sept 2023
Propositions de résolution 34-1			
déposées	2	12	32
examinées en séance	-	3	11
adoptées	-	3	10
Propositions de résolution modifiant le Règlement			
du Sénat			
déposées	-	-	4
examinées en séance	-	1	-
adoptées	-	-	-
Propositions de résolution européenne			
de l'article 73 quater du Règlement			
déposées	-	8	12
adoptées en séance	-	-	-
dévenues résolutions	-	8	12
Propositions de résolution européenne			
de l'article 73 quinquies du Règlement			
déposées	1	5	13
adoptées en séance	-	-	1
devenues résolutions	1	3	5
Propositions de résolution européenne			
de l'article 73 octies du Règlement			
déposées	-	2	4
adoptées en séance	-	-	-
devenues résolutions	-	2	4



Législation et contrôle

I. INDICATEURS GÉNÉRAUX

A) Commissions permanentes et commission des affaires européennes

Activité globale dont :

Réunions plénières

Auditions rapporteurs

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
75 h 51	3167 h 36	2921 h 30
20 h 26	900 h 5 l	796 h 37
55 h 25	2266 h 45	2124 h 53

B) Structures internes des commissions (Groupes de travail, d'études et mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)

Activité globale dont :
Réunions
Auditions rapporteurs

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
-	244 h 30	308 h 40
-	98 h 10	161 h 45
-	146 h 20	146 h 55

C) Structures temporaires (Missions communes d'information, commissions d'enquête, commissions spéciales et commissions mixtes paritaires)

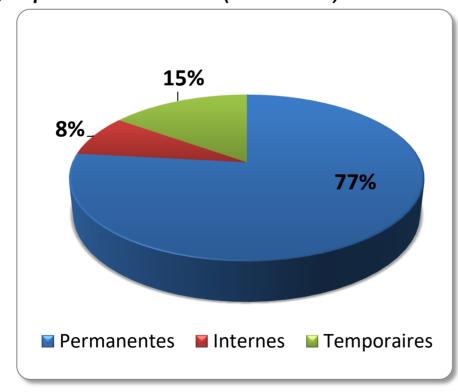
Activité globale

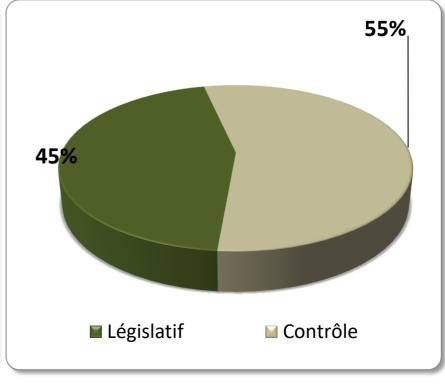
Réunions

Auditions rapporteurs

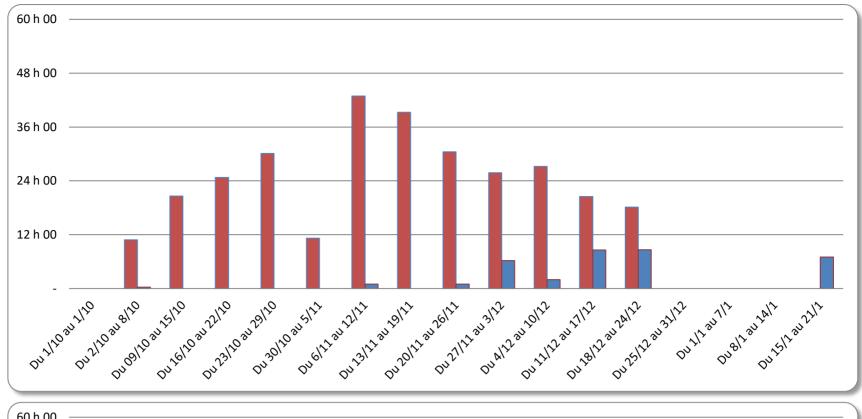
du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du l'er oct 2023 au 30 sept 2024
7 h 2 l	546 h 33	575 h 31
7 h 21	365 h 23	421 h 26
-	181 h 10	154 h 05

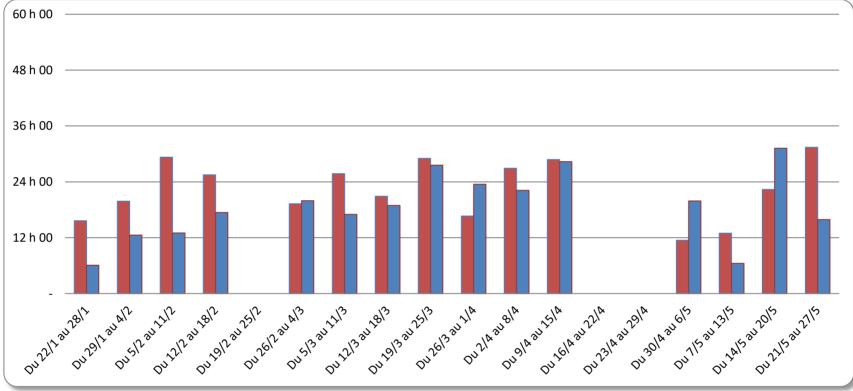
D) Répartition de l'activité (2023 - 2024)

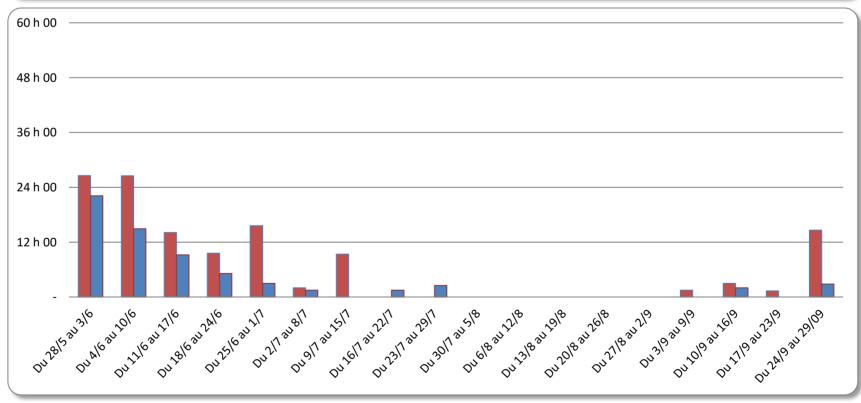




E) Durée des réunions des commissions permanentes et structures temporaires hors commissions mixtes paritaires et structures internes (2023 - 2024)



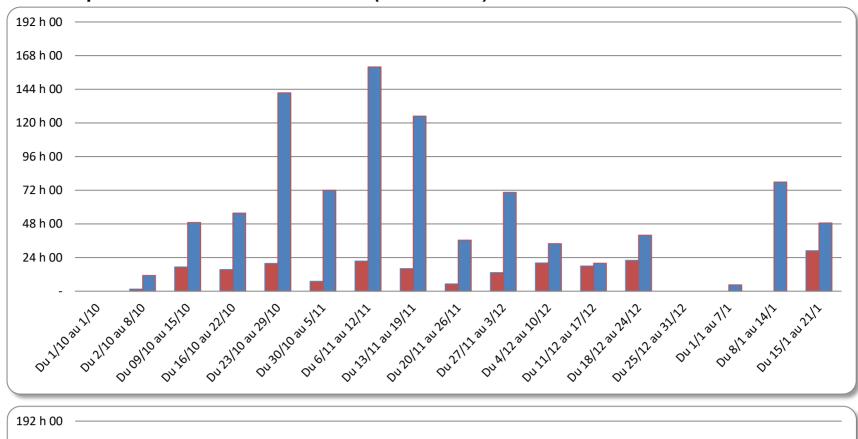


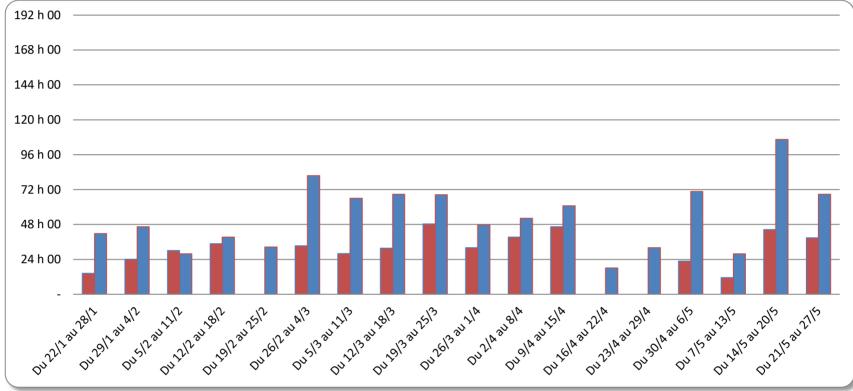


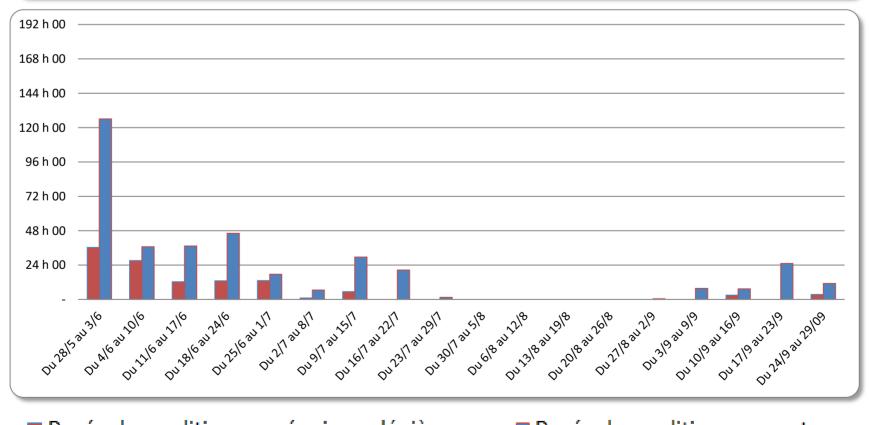
■ Durée des réunions des structures permanentes

■ Durée des réunions des structures temporaires

F) Durée des auditions en réunions plénières et des auditions rapporteurs des commissions permanentes et structures temporaires hors structures internes (2023 - 2024)







■ Durée des auditions en réunions plénières

Durée des auditions rapporteurs

II. COMMISSIONS PERMANENTES ET COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES

A) Réunions plénières

	du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
Nombre	10	562	513
dont :	10	302	313
Economiques	-	71	55
Etrangères	-	45	53
Sociales	1	94	68
Aménagement du territoire et développement durable	2	51	50
Culture	2	63	69
Finances	5	100	88
Lois	-	86	82
Européennes	-	52	48

	du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du l'er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
Durée*	20 h 26	900 h 51	796 h 37
dont :	20 11 20	700 11 31	7701137
Economiques	-	103 h 47	98 h 00
Etrangères	-	95 h 40	80 h 16
Sociales	2 h 40	151 h 36	96 h 50
Aménagement du territoire et développement durable	3 h 35	101 h 00	84 h 38
Culture	6 h 00	117 h 08	144 h 20
Finances	8 h I I	150 h 37	123 h 17
Lois	-	106 h 53	95 h 48
Européennes	-	74 h 10	73 h 28

^{*} En cas de réunion commune, la durée des réunions est attribuée à chaque commission

Répartition par

nature des travaux:

299 h 31 Législatif** 418 h 27 419 h 07 18 h 44 461 h 03 Contrôle 27 h 29 Communications I h 30 21 h 51 Résolutions 0 h 12 5 h 24 6 h 21 **Nominations** 39 h 51 67 h 52 **Autres**

Autre

Législation en commission (LEC)*:

Durée	1	5 h 35	4 h 18
Nombre	1	4	6

 $^{^{*}}$ dont LEC partielles ou LEC en commissions spéciales

B) Auditions en réunions plénières

	du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
Durée dont :	6 h 30	481 h 07	459 h 14
Economiques	-	57 h 08	68 h 30
Etrangères	-	65 h 20	59 h 26
Sociales	-	69 h 29	53 h 52
Aménagement du territoire et développement durable	-	70 h 45	47 h 30
Culture	4 h 45	62 h 03	96 h 03
Finances	I h 45	64 h 25	45 h 47
Lois	_	50 h 47	39 h 58
Européennes	-	41 h 10	48 h 08
dont Législatif	-	132 h 33	64 h 44
dont Contrôle	6 h 30	356 h 29	421 h 03

Nombre de personnes entendues

dont:

Ministres

Autres intervenants

Administrations

Avis sur nomination de l'article 13

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
7	580	627
-	82	60
4	310	415
3	170	146
-	18	6

C) Auditions par les rapporteurs

	du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
Durée dont :	55 h 25	2266 h 45	2124 h 53
Economiques	-	315 h 45	219 h 36
Etrangères	_	75 h 50	125 h 00
Sociales	-	319 h 25	299 h 05
Aménagement du territoire et développement durable	24 h 30	193 h 35	262 h 50
Culture	12 h 55	329 h 00	326 h 40
Finances	10 h 10	623 h 40	399 h 17
Lois	7 h 50	340 h 20	352 h 45
Européennes	-	69 h 10	139 h 40
dont Législatif	9 h 25	1400 h 25	1213 h 27
dont Contrôle	40 h 00	887 h 35	839 h 35

Nombre de personnes entendues

dont:

Ministres
Autres intervenants

Administrations

	Année parl.	Année parl.
du 22 juil au 30 sept	2022 - 2023	2023 - 2024
2024	du ler oct 2022 au	du ler oct 2023 au
	30 sept 2023	30 sept 2024
156	5852	5544
-	12	10
147	3833	3725
9	2007	1809

III. STRUCTURES INTERNES DES COMMISSIONS

A) Réunions

Nombre dont : Groupes d'études Groupes de travail MECSS

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
-	83	126
-	60	75
-	20	44
-	3	7

Durée dont : Groupes d'études Groupes de travail MECSS

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
-	98 h 10	161 h 45
-	76 h 35	85 h 10
-	19 h 00	68 h 10
-	2 h 35	8 h 25

B) Auditions en réunions

Durée dont :

Groupes d'études

Groupes de travail

Administrations

MECSS

Année parl. Année parl. du 22 juil au 30 sept 2022 - 2023 2023 - 2024 du ler oct 2022 au du ler oct 2023 au 2024 30 sept 2023 30 sept 2024 86 h 55 127 h 01 71 h 20 62 h 50 56 h 30 13 h 20 2 h 15 7 h 41

Nombre de personnes entendues

dont :

Ministres

Autres intervenants

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024	
-	245	350	
-	4	2	
-	208	275 73	
-	33		

C) Auditions par les rapporteurs

Durée dont : Groupes d'études Groupes de travail

MECSS

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
-	150 h 35	150 h 15
-	31 h 10	II h 00
-	91 h 20	101 h 10
-	28 h 05	38 h 05

Nombre de personnes entendues
dont :
Ministres
Autres intervenants
Administrations

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
-	280	388
-	2	2
-	167	282
-	111	104

IV. STRUCTURES TEMPORAIRES

A) Réunions

Nombre

dont:

Commissions spéciales

Commissions d'enquête

Missions communes d'information

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
4	191	191
-	21	12
1	89	134
3	81	45

Durée dont :

Commissions spéciales

Commissions d'enquête

Missions communes d'information

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
7 h 2 l	322 h 16	379 h 40
-	30 h 06	16 h 25
2 h 30	174 h 00	288 h 20
4 h 5 l	118 h 10	74 h 55

B) Auditions en réunions

Durée

dont:

Commissions spéciales

Commissions d'enquête

Administrations

Missions communes d'information

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du l'er oct 2023 au 30 sept 2024
-	284 h 16	340 h 56
-	16 h 55	5 h 00
-	166 h 21	269 h 10
1	101 h 00	66 h 46

Nombre de personnes entendues

dont :

Ministres

Autres intervenants

	Année parl.	Année parl. 2023 - 2024	
du 22 juil au 30 sept	2022 - 2023		
2024	du ler oct 2022 au	du ler oct 2023 au	
	30 sept 2023	30 sept 2024	
-	473	480	
-	18	14	
-	362	303 163	
-	93		

C) Auditions par les rapporteurs

	du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
Durée dont :	-	201 h 25	154 h 05
Commissions spéciales	-	44 h 30	27 h 00
Commissions d'enquête	-	11 h 15	46 h 00
Missions communes d'information	-	145 h 40	81 h 05

Nombre de personnes entendues

dont :

Ministres

Autres intervenants

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du ler oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
-	424	363
-	1	4
-	330	207
-	93	152

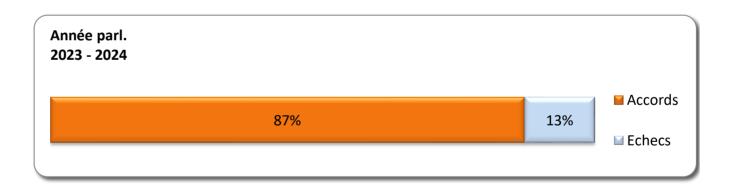
V. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Commissions mixtes paritaires

Accords Echecs

Administrations

	Année parl.	Année parl.
du 22 juil au 30 sept	2022 - 2023	2023 - 2024
2024	du ler oct 2022 au	du ler oct 2023 au
	30 sept 2023	30 sept 2024
-	27	33
-	22	29
-	5	4



Commissions mixtes paritaires

Accords Echecs

	Année parl.	Année parl.
du 22 juil au 30 sept	2022 - 2023	2023 - 2024
2024	du ler oct 2022 au	du ler oct 2023 au
	30 sept 2023	30 sept 2024
-	43 h 07	41 h 46
-	40 h 25	40 h 03
-	2 h 42	I h 43

VI. DEPLACEMENTS DES STRUCTURES PERMANENTES ET TEMPORAIRES

	du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du l'er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du ler oct 2023 au 30 sept 2024
Nombre de déplacements dont :	7	118	123
lle de France	1	43	47
Province	2	45	38
DOM COM	-	I	2
Bruxelles (Institutions européennes)	-	9	11
Etranger	4	20	25

VII. AMENDEMENTS EN COMMISSION

Amendements déposés en commission

dont:

Gouvernement

Rapporteurs au fond et pour avis

Groupes politiques

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du l'er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du l'er oct 2023 au 30 sept 2024
-	-	2993
-	-	5
-	-	1104
-	-	1884

Amendements adoptés en commission

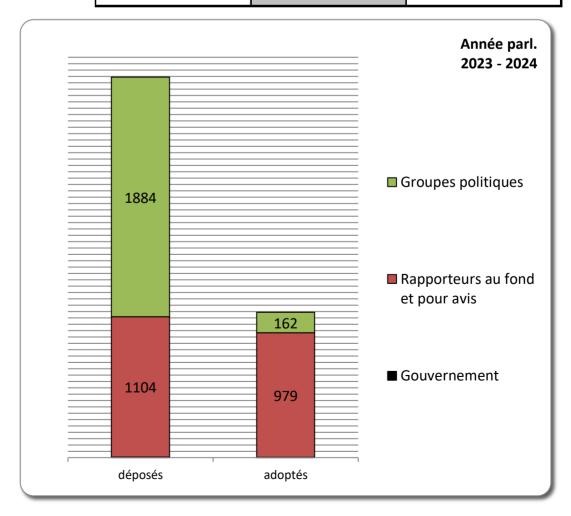
dont:

Gouvernement

Rapporteurs au fond et pour avis

Groupes politiques

-	-	1144
-	-	3
-	-	979
-	-	162





Initiative parlementaire et délégations

I. INDICATEURS GÉNÉRAUX

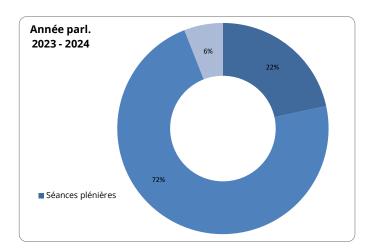
A) Durées

Durée globale dont :

Séances plénières

Auditions rapporteurs, actions de suivi et initiative parlementaire Événementiel

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024
41 h 40	958 h 50	941 h 30
3 h 05	252 h 00	203 h 15
35 h 50	626 h 00	682 h 20
2 h 45	80 h 50	55 h 55

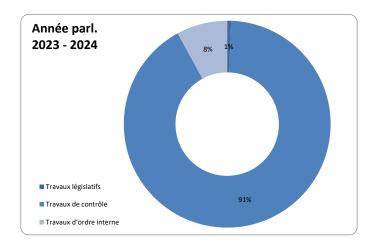


B) Nature des travaux

Nature des travaux dont :

Travaux législatifs Travaux de contrôle Travaux d'ordre interne

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024
41 h 40	958 h 50	941 h 30
-	13 h 15	5 h 45
29 h 15	871 h 10	861 h 00
12 h 25	74 h 25	74 h 45



II. ACTIVITÉ EN SÉANCE PLÉNIÈRE

A) Durées

Durée de réunion

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques

Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes

Collectivités territoriales et décentralisation

Outre-mer

dont:

Délégation aux entreprises

Prospective

Structures temporaires

du 22 juil au 30 sept	Année parl. 2022 - 2023	Année parl. 2023 - 2024
2024	du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	du 1er oct 2023 au 30 sept 2024
3 h 05	252 h 00	203 h 15
-	56 h 00	28 h 05
1 h 50	40 h 45	48 h 50
-	37 h 50	37 h 25
1 h 15	77 h 45	49 h 20
-	29 h 25	26 h 15
-	10 h 15	13 h 20
-	-	-

B) Dont auditions

Durée des auditions

dont:

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques

Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes

Collectivités territoriales et décentralisation

Outre-mer

Délégation aux entreprises

Prospective

Structures temporaires

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024	
1 h 50	199 h 50	159 h 55	
-	36 h 55	18 h 50	
1 h 50	37 h 30	43 h 10	
-	29 h 00	25 h 55	
-	68 h 45	38 h 35	
-	21 h 10	22 h 20	
-	6 h 30	11 h 05	
-	-	-	

Nombre d'auditions dont :

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques

Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes

Collectivités territoriales et décentralisation

Outre-mer

Délégation aux entreprises

Prospective

Structures temporaires

1	124	99
-	15	8
1	23	25
-	19	16
-	47	29
-	14	14
-	6	7
-	-	-

Durée des auditions par type d'intervenants :

Ministres

Autres intervenants

Administrations

1 h 50	199 h 50	159 h 55	
-	18 h 15	8 h 44	
1 h 50	136 h 05	105 h 00	
-	45 h 30	46 h 11	

Nombre d'intervenants par type :

Ministres

Autres intervenants

Administrations

3	463	321
-	11	8
3	329	231
-	123	82

III. ACTIVITÉ DES RAPPORTEURS

A) Auditions

Durée des auditions

dont:

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques

Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes

Collectivités territoriales et décentralisation

Outre-mer

Délégation aux entreprises

Prospective

Structures temporaires

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024
28 h 20	612 h 55	635 h 35
-	213 h 40	163 h 55
3 h 15	10 h 35	22 h 05
6 h 15	155 h 30	67 h 25
3 h 00	106 h 40 221	221 h 30
11 h 10	105 h 15	125 h 00
4 h 40	21 h 15	35 h 40
-	-	-

Nombre d'auditions

dont:

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques

Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes

Collectivités territoriales et décentralisation

Outre-mer

Délégation aux entreprises

Prospective

Structures temporaires

23	489	512	
-	188	128	
3	10	22	
6	117	64	
3	80	168	
7	75	98	
4	19	32	
-	-	-	

Durée des auditions par type d'intervenants :

Ministres

Autres intervenants

Administrations

28 h 20	612 h 55 635 h 35		
-	2 h 00	1 h 22mn 30	
23 h 23mn 30	482 h 23	445 h 43mn 50	
4 h 56mn 30	128 h 31	188 h 28mn 40	

Nombre d'intervenants par type :

Ministres

Autres intervenants

Administrations

63	1273	1226	
-	2	3	
48	972	880	
15	299	343	

B) Actions de suivi

Durée des actions de suivi

dont:

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques

Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes

Collectivités territoriales et décentralisation

Outre-mer

Délégation aux entreprises

Prospective

Structures temporaires

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024
7 h 30	13 h 05	46 h 45
-	-	-
-	-	-
-	-	-
7 h 30	13 h 05	46 h 45
-	-	-
-	-	-
-	-	-

IV. ACTIVITÉ ÉVÉNEMENTIELLE

A) Durées

- 4			
	du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024
Durée des activités liées à l'événementiel dont :	2 h 45	80 h 50	55 h 55
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques	-	9 h 00	6 h 30
Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes	1 h 30	15 h 35	8 h 10
Collectivités territoriales et décentralisation	-	28 h 45	12 h 15
Outre-mer	1 h 15	11 h 15	18 h 00
Délégation aux entreprises	-	16 h 15	11 h 00
Prospective	-	-	-
Structures temporaires	-	-	-
B) Dont auditions			
	du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024
Durée des auditions	_	_	_
dont:			
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques	-	-	-
Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes	-	-	-
Collectivités territoriales et décentralisation	-	-	-
Outre-mer	-	-	-
Délégation aux entreprises	-	-	-
Prospective	-	-	-
Structures temporaires	-	-	-
Nombre d'auditions dont :	-	-	-
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques	-	-	-
Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes	-	-	-
Collectivités territoriales et décentralisation	-	-	-
Outre-mer	-	-	-
Délégation aux entreprises	-	-	-
Prospective	-	-	-
Structures temporaires	-	-	-
Durée des auditions par type d'intervenants :	-	-	-
Ministres	-	-	-
Autres intervenants	-	-	-
Administrations	-	-	-
Nombre d'intervenants par type :	-	-	-
Ministres	-	-	-
			1

Autres intervenants

Administrations

C) Participation

Nombre de participants

dont:

Membres du Gouvernement Sénatrices et Sénateurs Fonctionnaires

Extérieurs

119	1292	1111
-	19	1
17	236	186
12	105	115
90	932	809

V. DÉPLACEMENTS

A) Par zone géographique

Nombre de déplacements

dont:

Métropole Dom Com

Bruxelles

Étranger

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024
2	24	27
2	15	19
-	6	4
-	1	-
-	2	4

B) Par délégation et office

Nombre de déplacements par délégation et office :

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques

Droits des femmes et égalité des chances entre les hommes et les femmes

Collectivités territoriales et décentralisation

Outre-mer

Délégation aux entreprises

Prospective

Structures temporaires

2	24	27
-	2	7
-	4	5
-	4	1
-	3	3
2	10	9
-	1	2
-	-	-

VI. INITIATIVE PARLEMENTAIRE

Durée des auditions

dont:

Initiative parlementaire : demandeurs particuliers, sénateurs ou commissions

du 22 juil au 30 sept 2024	Année parl. 2022 - 2023 du 1er oct 2022 au 30 sept 2023	Année parl. 2023 - 2024 du 1er oct 2023 au 30 sept 2024
-	-	-
-	-	-

Nombre d'auditions

dont:

Initiative parlementaire: demandeurs particuliers, sénateurs ou commissions

-	-	-
-	-	-

Nombre de personnes auditionnées

dont:

Initiative parlementaire: demandeurs particuliers, sénateurs ou commissions

-	-	-
-	-	-

Annexe n° 1

Textes examinés en séance au cours de la session parlementaire 2023-2024

La date indiquée dans ce tableau correspond au premier jour de l'examen au Sénat pour chacune des lectures et à la date de l'adoption définitive au Sénat ou à l'Assemblée nationale.

Projets de loi, hors conventions et textes financiers : 20, dont 18 examinés en procédure accélérée

	Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PJL	d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023- 2027 (procédure accélérée)	session précédente			11/10/23		11/10/23
PJLO	relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (procédure accélérée)	session précédente			11/10/23		11/10/23
PJL	relatif à l'industrie verte (procédure accélérée)	session précédente			11/10/23		11/10/23
PJL	de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (procédure accélérée)	session précédente				16/10/23	14/11/23 (dernier mot)
PJL	portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (procédure accélérée)	17/10/23			16/11/23		22/11/23
PJL	portant mesures d'urgence pour lutter contre l'inflation concernant les produits de grande consommation (procédure accélérée)	26/10/23			09/11/23		14/11/23
PJL	pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée)	06/11/23			19/12/23		19/12/23
PJL	pour le plein emploi (procédure accélérée)	session précédente			09/11/23		14/11/23
PJL	visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires (procédure accélérée)	19/12/23				02/04/24 (rejet)	09/04/24 (dernier mot)
PJL	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (procédure accélérée)	20/12/23			09/04/24		10/04/24
PJL	relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (procédure accélérée)	07/02/24			09/04/24		09/04/24
PJLO	modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (procédure accélérée)	07/02/24			09/04/24		09/04/24
PJLO	portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)	27/02/24					18/03/24
PJL	relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (procédure accélérée)	27/02/24			27/03/24		27/03/24
PJLC	relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse	28/02/24					04/03/24 (Congrès)
PJL	ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française (procédure accélérée)	14/03/24					08/04/24
PJL	ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé (procédure accélérée)	14/03/24	15/05/24				15/05/24
PJLC	constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle- Calédonie	26/03/24					
PJL	visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (procédure accélérée)	session précédente			02/04/24		10/04/24
PJL	de simplification de la vie économique (procédure accélérée)	03/06/24					

Projets de loi financiers : 3

	Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de	Nouvelle	Adoption
	116.0	i lecture	Z lecture	J lecture	la CMP	lecture	définitive
PJL	de financement de la sécurité sociale pour 2024	13/11/23				01/12/23	04/12/23
FJL	de ilitaticement de la securite sociale pour 2024	13/11/23				01/12/23	(dernier mot)
PJL	de finances de fin de gestien neur 2002	20/11/23			22/11/23		22/11/23
PJL	de finances de fin de gestion pour 2023	20/11/23	23		22/11/23		(dernier mot)
PJL	de finances neur 2004	23/11/23				19/12/23	21/12/23
PJL	de finances pour 2024	23/11/23				19/12/23	(dernier mot)

Propositions de lois d'origine sénatoriale : 45, dont 7 examinées en procédure accélérée

	Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PPL S	visant à renforcer le rôle des maires dans l'attribution des logements sociaux	10/10/23					
PPL S	renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (procédure accélérée)	10/10/23			14/03/24		14/03/24
PPL S	relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (procédure accélérée)	23/10/23			18/12/23		18/12/23
PPL S	visant à associer les épargnants à la transmission des exploitations	30/10/23					
PPL S	agricoles françaises visant à interdire l'usage de l'écriture inclusive	30/10/23					
PPL S	portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements	31/10/23					Rejet
	sociaux et d'activités syndicales et revendicatives						•
PPLC S	visant à abroger l'article 40 de la Constitution portant réparation des personnes condamnées pour homosexualité	31/10/23					Rejet
PPL S	entre 1942 et 1982 visant à faciliter le déclenchement du référendum d'initiative	22/11/23					
PPLC S	partagée	22/11/23					Rejet
PPL S	tendant à renforcer la culture citoyenne	23/11/23					
PPL S	visant à aménager la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés	23/11/23					
PPL S	visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires	13/12/23					27/03/24 Navette AN
PPL S	visant à lutter contre la précarité de la jeunesse par l'instauration d'une allocation autonomie universelle d'études	13/12/23					Rejet
	tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités						
PPL S	territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments	14/12/23					20/03/24
	scolaires (procédure accélérée)						
PPLO S	visant à rétablir la réserve parlementaire en faveur des communes rurales et des associations	14/12/23					
DDI 0	relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations	4.4.4.0.10.0					
PPL S	personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers	14/12/23					
PPL S	relative à la restitution des restes humains appartenant aux	session			18/12/23		18/12/23
1110	collections publiques (procédure accélérée) visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (procédure	précédente			10/12/23		10/12/23
PPL S	accélérée)	session précédente			18/12/23		20/12/23
PPL S	instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux	23/01/24					
DDI 0	condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des	00/04/04	45/05/04				45/05/04
PPL S	élèves en situation de handicap sur le temps méridien	23/01/24	15/05/24				15/05/24
PPL S	visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune	24/01/24					
	visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-						
PPL S	développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants	25/01/24					
PPL S	tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités	25/04/24					
PPL 3	locales relative au renforcement de la sûreté dans les transports	25/01/24					
PPL S	(procédure accélérée)	13/02/24					
PPL S	visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des	14/02/24					
	juristes d'entreprise créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise						
PPL S	d'ouvrage pour les communes rurales	14/02/24					
PPL S	visant à conforter la filière cinématographique en France	14/02/24					
PPL S	visant à préserver des sols vivants	15/02/24					Rejet
PPL S	visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail	15/02/24					Rejet
PPL S	relative au financement des entreprises de la base industrielle et	05/03/24					
	technologique de défense française portant création d'un statut de l'élu local						
PPL S	visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions	05/03/24					
PPLS	de retraite de base des travailleurs non salariés des professions	19/03/24					
PPLS	agricoles rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif «	19/03/24					
	Impact Entreprises » visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine						
PPLS	scolaire » aux départements volontaires visant à concilier la continuité du service public de transports avec	20/03/24					
PPLS	l'exercice du droit de grève	09/04/24					
PPLS	visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la	09/04/24					
	propriété						Déclarée
DE: -	d'aprogation de la reforme des retraites portant l'ade ledal de depart						
PPLS	d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans	10/04/24					irrecevable

PPLS	visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole	11/04/24	
PPLS	tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales	11/04/24	
PPLS	conférant un statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie	07/05/24	
PPLS	visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (procédure accélérée)	14/05/24	03/06/24
PPL S	encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques	session précédente	28/05/24
PPL S	visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre	28/05/24	
PPL S	ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial	29/05/24	

Propositions de lois de l'Assemblée nationale : 27, dont 20 examinées en procédure accélérée

	Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
PPL AN	relative aux services express régionaux métropolitains (procédure accélérée)	23/10/23			18/12/23		18/12/23
PPL AN	visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (procédure accélérée)	24/10/23			18/12/23		18/12/23
PPL AN	visant à prolonger en 2024 l'utilisation des titres-restaurant pour des achats de produits alimentaires non directement consommables (procédure accélérée)	18/12/23					18/12/23
PPL AN	visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage » (procédure accélérée)	19/12/23					19/12/23
PPL AN	visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (procédure accélérée)	session précédente				19/12/23	06/02/24 (dernier mot)
PPL AN	visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement	session précédente	24/01/24	03/04/24			03/04/24
PPL AN	portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France (procédure accélérée)	30/01/24			27/03/24		27/03/24
PPL AN	relative au régime juridique des actions de groupe (procédure accélérée)	06/02/24					
PPL AN	visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales	session précédente	06/02/24				12/03/24
PPL AN	visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (procédure accélérée)	07/02/24					
PPL AN	visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé (procédure accélérée)	12/03/24					12/03/24
PPL AN	visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (procédure accélérée)	12/03/24			03/04/24		08/04/24
PPL AN	visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (procédure accélérée)	12/03/24					
PPL AN	visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative (procédure accélérée)	13/03/24			02/04/24		08/04/24
PPL AN	visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics	19/03/24					19/03/24
PPL AN	visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (procédure accélérée)	20/03/24			22/05/24		23/05/24
PPL AN	relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 (procédure accélérée)	26/03/24					26/03/24
PPL AN	améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (procédure accélérée)	26/03/24			15/05/24		15/05/24
PPL AN	créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant	27/03/24					
PPL AN	l'ordonnance provisoire de protection immédiate (procédure accélérée)	14/05/24			03/06/24		06/06/24
PPL AN	visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (procédure accélérée)	14/05/24			03/06/24		06/06/24
PPL AN	visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession	15/05/24					
PPL AN	visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif (intitulé du texte transmis par l'Assemblée nationale en première lecture) visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (intitulé du texte adopté par le Sénat en première lecture) (brocédure accélérée) visant à faciliter la transformation des bureaux en logements	21/05/24					
PPL AN	(intitulé du texte transmis par l'Assemblée nationale en première lecture) visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations (intitulé du texte adopté par le Sénat en première lecture) (procédure accélérée)	21/05/24					
PPL AN	visant à prévenir les ingérences étrangères en France (procédure accélérée)	22/05/24			03/06/24		06/06/24
PPL AN	visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées	30/05/24					
PPL AN	visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile	30/05/24					Rejet

Conventions examinées en procédure simplifiée : 9, toutes examinées en procédure accélérée

	Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
Cv°	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama relatif à l'exercice d'activités professionnelles rémunérées par les membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre (procédure accélérée)	26/10/23					20/12/23
Cv°	autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine du Nord portant application de l'accord du 18 septembre 2007 concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Skopje le 5 juillet 2021 (procédure accélérée)	26/10/23					26/10/23
Cv°	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, la Société financière internationale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (procédure accélérée)	20/12/23					20/12/23
Cv°	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin (procédure accélérée)	01/02/24					20/03/24
Cv°	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice et la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice (procédure accélérée)	01/02/24					01/02/24
Cv°	autorisant l'approbation de l'accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'association des nations de l'Asie du sud-est, et l'Union européenne et ses États membres (procédure accélérée)	28/02/24					10/04/24
Cv°	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière (procédure accélérée)	28/02/24					28/02/24
Cv°	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif au déploiement d'agents de sûreté en vol (procédure accélérée)	14/03/24					14/03/24
Cv°	autorisant la ratification du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République du Kazakhstan (procédure accélérée)	03//04/24					03//04/24

Convention examinée en procédure normale : 7, dont 6 examinées en procédure accélérée

	Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
Cv°	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Danemark pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et la ratification de la convention entre la République française et la République hellénique pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (procédure accélérée)	26/10/23					13/12/23
Cv°	autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg au protocole d'accord du 20 mars 2018 relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers et à la convention du 23 octobre 2020 relative au financement d'aménagements visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables (procédure accélérée)	20/12/23					20/12/23
Cv°	autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (procédure accélérée)	14/03/24					
Cv°	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (procédure accélérée)	14/03/24					14/03/24

Cv°	de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part (procédure accélérée)	21/03/24
Cv°	autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge	03//04/24
Cv°	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier (procédure accélérée)	22/05/24

Réunion du Parlement en Congrès : 1

	Titre	
PJL	constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse	04/03/24

Travaux divers

	Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de	Nouvelle lecture	Adoption définitive
Travaux internes	Renouvellement des instances : Election du Président du Sénat	02/10/23					
Travaux	Renouvellement des instances : Désignation et proclamation du Bureau	04/10/23					
Travaux internes	Renouvellement des instances : Annonce de la publication des listes des candidats aux sept commissions permanentes et à la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	04/10/23					
Travaux internes	Renouvellement des instances : Annonce de la publication des listes des candidats aux sept commissions permanentes et à la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	05/10/23					
Travaux internes	Hommage aux Israéliens victimes d'actes terroristes et hommage à Victoire Jasmin	11/10/23					
Travaux internes	Hommage à Dominique Bernard	16/10/23					
Travaux internes	Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de compléter l'intitulé de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication	12/12/23					12/12/23
Travaux divers	Lecture d'une déclaration du Gouvernement (lecture par Bruno Le Maire de la déclaration de politique générale de Gabriel Atal)	30/01/24					
Travaux internes	Hommage à Robert Badinter	13/02/24					
Travaux internes	Hommage aux victimes des inondations	12/03/24					
Travaux internes	Hommage à l'Amiral Philippe de Gaulle	13/03/24					
Divers contrôle	Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	13/03/24					
Travaux internes	Examen d'une demande de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport tendant à obtenir du Sénat, en application de l'article 5 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires qu'il lui confère, pour une durée de six mois, les prérogatives attribuées aux commissions d'enquête pour une mission d'information sur les modalités de constitution d'une société commerciale par la Ligue de football professionnel en application des articles L. 333-1 et suivants du code du sport introduits par la loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France.	27/03/24					
Travaux	Conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale,	10/06/24					
internes Travaux	communication de M. le Président de la République Conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale,	10/06/24					
internes Travaux	ajournement des travaux						
internes	Ouverture de la session de droit	18/07/24					
Travaux internes	Expression des groupes politiques	18/07/24					



Annexes n°2

Annexe - Listes récapitulatives

I - Les commissions mixtes paritaires : 33

PJL	(S)	D'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (accord)	05/10/2023
PJLO	(S)	Relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (accord)	05/10/2023
PJL	(S)	Relatif à l'industrie verte (accord)	09/10/2023
PJL	(S)	Pour le plein emploi (accord)	24/10/2023
PJL	(AN)	Portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations commerciales dans la grande distribution (accord)	06/11/2023
PPL	(AN)	Relative aux services express régionaux métropolitains (accord)	09/11/2023
PJL	(AN)	Portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (accord)	15/11/2023
PLFSS	(AN)	Pour 2024 (échec)	21/11/2023
PLFR	(AN)	De finances de fin de gestion pour 2023 (accord)	21/11/2023
PPL	(S)	Relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (accord)	06/12/2023
PPL	(AN)	Visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (accord)	07/12/2023
PPL	(S)	Relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (accord)	07/12/2023
PLFI	(AN)	Pour 2024 (échec)	12/12/2023
PPL	(S)	Visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (accord)	13/12/2023
PJL	(S)	Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (accord)	19/12/2023
PPL	(AN)	Visant à mieux protéger les enfants victimes de violences intrafamiliales (accord)	15/02/2024
PPL	(S)	Renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (accord)	27/02/2024
PJL	(S)	Visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires (échec)	07/03/2024
PPL	(AN)	Portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France (accord)	12/03/2024
PJL	(AN)	Relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations	14/03/2024
PPL	(ANI)	d'aménagement (accord) Visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (accord)	21/03/2024
PJL	(S)	Visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (accord)	26/03/2024
PPL	` ,	Visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (accord)	26/03/2024
PPL		Visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (accord)	27/03/2024
		Relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi	
PJL	(S)	de la relance de la filière nucléaire (accord)	03/04/2024
PJLO	(S)	Modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (accord)	03/04/2024
PJL	(S)	Portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (accord)	04/04/2024
		Visant à lutter contre les discriminations	
PPL	(AN)	par la pratique de tests individuels et statistiques (échec)	10/04/2024
PPL	(AN)	Améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (accord)	30/04/2024
PPL	(AN)	Visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (accord)	14/05/2024
PPL	(AN)	Visant à allonger la durée de l'ordonnance de protection et à créer l'ordonnance provisoire de protection immédiate (accord)	21/05/2024
PPL	(AN)	Visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (accord)	28/05/2024
PPL	. ,	Visant à prévenir les ingérences étrangères en France (accord)	30/05/2024
	()	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	

III - Les textes définitivement adoptés (hors conventions) : 51

PJL	(S)	Relatif à l'industrie verte (procédure accélérée, CMP)	11/10/2023
PJL	(S)	D'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (procédure accélérée, CMP)	11/10/2023
PJLO	(S)	Relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (procédure accélérée, CMP)	11/10/2023
PJL	(AN)	Portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations	14/11/2023
. 02	(/ 1)	commerciales dans la grande distribution (procédure accélérée, CMP)	
PJL	(S)	Pour le plein emploi (procédure accélérée, CMP)	14/11/2023
PJL	(AN)	Des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (procédure accélérée, nouvelle lecture, dernier mot AN)	15/11/2023
PPL	(S)	Relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social	15/11/2023
		et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic (procédure accélérée)	
PJL	(AN)	Portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (procédure accélérée, CMP)	22/11/2023
PLFR	(AN)	De finances de fin de gestion pour 2023 (CMP)	22/11/2023
PLFSS	(AN)		04/12/2023
	, ,	Visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans	
PPL	(S)	les outre-mer (procédure accélérée)	05/12/2023
PPL	(S)	Visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos	05/12/2023
PPL	(AN)	Relative aux services express régionaux métropolitains (procédure accélérée, CMP)	18/12/2023
PPL	(AN)	Visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (procédure accélérée,	18/12/2023
	,	CMP)	
PPL	(AN)	Visant à prolonger en 2024 l'utilisation des titres-restaurant pour des achats de produits alimentaires non	18/12/2023
		directement consommables (procédure accélérée)	
PPL	(S)	Relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (procédure accélérée, CMP)	18/12/2023
PPL	(S)	Relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (procédure accélérée, CMP)	18/12/2023
PJL	(S)	Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée, CMP)	19/12/2023
PPL	(AN)	Visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage » (procédure accélérée)	19/12/2023
PPL	(S)	Visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (procédure accélérée, CMP)	20/12/2023
PLFI	(S) (ANI)	Pour 2024 (nouvelle lecture, dernier mot AN)	21/12/2023
1 611	(ΔΙΝ)	Visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (procédure accélérée, nouvelle lecture, dernier mot	21/12/2025
PPL	(AN)	AN)	06/02/2024
PPL	(S)	Visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport	29/02/2024
PJLC	(AN)	Relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse	04/03/2024
PPL	(AN)	Visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé (procédure accélérée)	12/03/2024
PPL	(AN)	Visant à mieux protéger les enfants victimes de violences intrafamiliales (CMP)	12/03/2024
PPL	(S)	Renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (procédure accélérée, CMP)	14/03/2024
	,	Portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la	
PJLO	(S)	Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)	18/03/2024
PPL	(ANI)	Visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements	19/03/2024
116	(AN)	publics	19/03/2024
		Tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des	
PPL	(S)	subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments	20/03/2024
		scolaires (procédure accélérée)	
PPL	(AN)	Relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au	26/03/2024
	(* (* *)	développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 (procédure accélérée)	

PPL	(S)	Visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires	27/03/2024
PJL	(AN)	Relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (procédure accélérée, CMP)	27/03/2024
PPL	(AN)	Portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France (procédure accélérée, CMP)	27/03/2024
PPL	(AN)	Visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement	03/04/2024
PJL	(S)	Ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française (procédure accélérée)	08/04/2024
PPL	(AN)	Visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (procédure accélérée, CMP)	08/04/2024
PPL	(AN)	Visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (procédure accélérée, CMP)	08/04/2024
PJL	(S)	Visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires (procédure accélérée, nouvelle lecture, dernier mot AN)	09/04/2024
PJL	(S)	Relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (procédure accélérée, CMP)	09/04/2024
PJLO	(S)	Modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (procédure accélérée, CMP)	09/04/2024
PJL	(S)	Portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (procédure accélérée, CMP)	10/04/2024
PJL	(S)	Visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (procédure accélérée, CMP)	10/04/2024
PJL	(S)	Ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé (procédure accélérée)	15/05/2024
PPL	(AN)	Améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (procédure accélérée, CMP)	15/05/2024
PPL	(S)	Visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien	15/05/2024
PPL	(AN)	Visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (procédure accélérée, CMP)	23/05/2024
PPL	(AN)	Visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (procédure accélérée, CMP)	05/06/2024
PPL	(AN)	Visant à allonger la durée de l'ordonnance de protection et à créer l'ordonnance provisoire de protection immédiate (procédure accélérée, CMP)	05/06/2024
PPL	(AN)	Visant à prévenir les ingérences étrangères en France (procédure accélérée, CMP)	05/06/2024
PPL	(S)	Visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (procédure accélérée)	05/06/2024

IV - Les conventions internationales définitivement adoptées : 12

		Autorisant l'approbation du Protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement	
Cvtion	(AN)	de la République de Macédoine du Nord portant application de l'Accord du 18 septembre 2007 (procédure	26/10/2023
		accélérée)	
		Autorisant l'approbation de la convention entre la France et le Danemark et la ratification de la convention	
Cvtion	(S)	entre la France et la Grèce pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu	13/12/2023
		(procédure accélérée)	
O dian	(ANI)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la BIRD, l'AID, la	20/42/2022
Cvtion	(AN)	SFI, l'AMGI, et le CIRDRI (procédure accélérée)	20/12/2023
0 "	(4.5.1)	Autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement	00/40/0000
Cvtion	(AN)	du Grand-Duché de Luxembourg (procédure accélérée)	20/12/2023
		Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama	
Cvtion	(S)	relatif à l'exercice d'activités professionnelles rémunérées par les membres des familles des agents des	20/12/2023
		missions officielles de chaque État dans l'autre (procédure accélérée)	

Cvtion	(AN)	Autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la		
		République française et le Gouvernement de la République de Maurice (procédure accélérée)		
Cvtion simp	(AN)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de	28/02/2024	
Oviion simp		la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière (procédure accélérée)		
		Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le		
Cvtion	(AN)	Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts	14/03/2024	
		sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude (procédure accélérée)		
0 "	(ANI)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du	4.4/02/2024	
Cvtion simp	(AN)	Canada relatif au déploiement d'agents de sûreté en vol (procédure accélérée)	14/03/2024	
	(S)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement		
Cvtion		du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande	20/03/2024	
		sur le Rhin (procédure accélérée)		
0.41	(AN)	Autorisant la ratification du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la	03/04/2024	
Cvtion simp		République du Kazakhstan (procédure accélérée)	03/04/2024	
	(S)	Autorisant l'approbation de l'accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de		
Cvtion		l'association des nations de l'Asie du sud-est, et l'Union européenne et ses États membres (procédure	10/04/2024	
		accélérée)		

V - Les textes votés par le Sénat et adoptés par l'Assemblée nationale sans modification (hors conventions) : 9

PPL	(S)	Relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic (procédure accélérée)				
PPL	(S)	Visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans les outre-mer (procédure accélérée)				
PPL	(S)	S) Visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos				
PPL	(S)	Visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport				
PJLO	(S)	Portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)				
PPL	(S)	Tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments scolaires (procédure accélérée)	20/03/2024			
PPL	(S)	Visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires	27/03/2024			
PJL	(S)	Ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française (procédure accélérée)				
PPL	(S)	Visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (procédure accélérée)	05/06/2024			

VI - Les textes votés par l'Assemblée nationale et adoptés par le Sénat sans modification (hors conventions): 8

PPL	(AN)	(AN) directement consommables (procédure accélérée)				
PPL	(AN)	Visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage » (procédure accélérée)	19/12/2023			
PPL	(AN)	Visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé (procédure accélérée)	12/03/2024			
PPL	(AN)	Visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements	19/03/2024			

		publics				
PPL	Relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au PPL (AN) développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 (procédure accélérée)					
PPL	(AN)	Visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement 0:				
PJL	(S)	Ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé (procédure accélérée)				
PPL	(S)	/isant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le emps méridien				
VIII - Pro	posi	tions de résolutions de l'article 34-1 de la Constitution examinées : 3				
PPR34-1	(S)	En application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale (adoption)	17/01/2024			
PPR34-1	(S)	En application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au (S) Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie (adoption)				
DDD24 1	(6)	En application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux négociations en cours en vue d'un accord	16/01/2024			

16/01/2024

IX - Les débats : 31

PPR34-1

Débats d'initiative sénatoriale : 24

commercial entre l'Union européenne et le Mercosur

Débat sur l'accession à la propriété	10/10/2023
Débat relatif à l'augmentation de la taxe foncière	11/10/2023
« Déclinaison territoriale de la planification écologique : Quel rôle et quels moyens pour les collectivités locales ? Quel accompagnement du citoyen ? »	21/11/2023
Sur le rapport sur la situation des finances publique locales remis en application de l'article 52 de la loi organique relative aux lois de finances	21/11/2023
Débat sur le thème : « Comment le Gouvernement compte-t-il appliquer au plus vite les mesures du Comité Interministériel des Outre-mer ? »	14/12/2023
Débat sur la réforme du marché de l'électricité	16/01/2024
Débat sur le thème : « Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme ? »	16/01/2024
Débat sur le thème : « "Pouvoir de vivre" : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ? »	16/01/2024
Débat portant sur les violences associées au football, dans et hors des stades	17/01/2024
Débat sur la mise en application de la loi du 21 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux	18/01/2024
Débat sur les pratiques des centrales d'achat de la grande distribution implantées hors de France	25/01/2024
Débat sur l'avenir de notre modèle agricole	13/02/2024
Débat sur les finances des départements	05/03/2024
Débat sur le thème : « JO 2024 : la France est-elle prête ? »	05/03/2024
Débat sur le thème : « Équité et transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur »	06/03/2024
Débat sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ?	06/03/2024
Débat sur le thème : « Haut-commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020 ? »	02/04/2024
Débat sur la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements	09/04/2024

Débat sur le thème : « Haut-commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis	10/04/202
2020 ? »	
sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques	30/04/20
sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »	30/04/20
Débat sur le bilan de l'application des lois	28/05/20
Débat sur le thème : « Le contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence	00/05/00
économique au service de notre souveraineté »	29/05/20
Débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »	29/05/20
ats européens : 3	
Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 octobre 2023	11/10/20
Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2023	13/12/20
Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024	19/03/20
larations thématiques du Gouvernement (50-1 C) : 4	
Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, relative à la	04/40/0
situation au Proche-Orient	24/10/20
Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, sur les partenariats	04/44/04
renouvelés entre la France et les pays africains	21/11/20
Déclaration du Gouvernement article 50-1 de la Constitution	31/01/20